

Convention collective nationale

IDCC : **3233** | **FABRICATION DE CIMENT**  
**(Industrie)**

## **Avenant du 20 juillet 2020**

relatif à la révision de la convention collective nationale

NOR : ASET2050700M

IDCC : 3233

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SFIC,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFE-CGC BTP ;**

**FG FO construction ;**

**CFDT CB ;**

**FNTCBA CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Lors de la CPPNI du 2 octobre 2019 actant de la signature unanime de la nouvelle convention collective de la branche de l'industrie de la fabrication des ciments, les partenaires sociaux ont convenu qu'un avenant de révision à cette convention serait établi selon le principe de réécriture à droit constant décrit à l'accord de méthode du 12 avril 2018. Cet avenant a donc pour finalité la mise à niveau rédactionnelle et réglementaire des points identifiés par les partenaires sociaux.

### **Article 1<sup>er</sup> | Mise en forme**

Le présent avenant vient supprimer la mention suivante, se trouvant au-dessus du titre du sommaire de la convention collective nationale de branche de l'industrie et de la fabrication des ciments, et que nous rappelons ci-dessous :

« TEXTE UNIFIE REECRITURE À DROIT CONSTANT ENVUE D'UN ACCORD ETENDU  
(En bleu : modifications par rapport aux textes actuellement en vigueur) »

### **Article 2 | Durée légale et heures supplémentaires**

Le présent avenant modifie comme suit l'alinéa 2 de l'article II.3.1 de la convention collective nationale et ce afin de préciser le régime des heures supplémentaires :

« Le régime des heures supplémentaires est celui fixé par les lois et règlements en vigueur. Ainsi, les heures effectuées au-delà de la limite légale hebdomadaire ou de la durée considérée comme équivalente sont considérées comme supplémentaires, dès lors qu'elles répondent à une nécessité de service validée hiérarchiquement ; elles bénéficient d'une majoration salariale conforme aux prescriptions légales ou, le cas échéant, à un repos compensateur équivalent. »

Ainsi, le terme d'heures « commandées » est supprimé et le fait que ces heures supplémentaires doivent « répondre à une nécessité de service validée hiérarchiquement » est ajouté.

### **Article 3 | Indemnité de licenciement**

Le présent avenant modifie comme suit l'alinéa 1 de l'article III.1.3.2 de la convention collective nationale :

La mention selon laquelle « cette indemnité sera versée en une seule fois dans un délai maximum de 3 mois à compter du départ de l'entreprise » est supprimée.

Il est désormais stipulé que « Cette indemnité sera versée lors de l'établissement du solde de tout compte et de la remise des éléments inhérents à la rupture du contrat de travail ».

### **Article 4 | Indemnité de départ en retraite**

Le présent avenant modifie comme suivent les modalités quant au préavis prévu à l'article III.5.2.1 de la convention collective nationale : la mention d'un « préavis réciproque de 6 mois » est supprimée et il est désormais prévu à l'alinéa 2 de cet article que :

- « Le salarié recevra cette indemnité après un préavis réciproque qui sera fonction de son ancienneté de services continus dans l'entreprise :
- pour une ancienneté de moins de 2 ans, ce préavis sera de 1 mois ;
  - pour une ancienneté d'au moins 2 ans, la durée de ce préavis est portée à 2 mois. »

### **Article 5 | Dispositions finales**

#### **Article 5.1 | Champ d'application, durée, entrée en vigueur et clause de rendez-vous**

Le présent avenant a le même champ d'application que la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments du 2 octobre 2019, prévu à l'article I.1 de ladite convention.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il entrera en vigueur en même temps que la convention collective nationale de la branche de l'industrie de la fabrication des ciments, soit au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension.

À défaut, le présent avenant entrera en vigueur au lendemain de la publication de son arrêté d'extension.

De par la nature du présent avenant, qui vient corriger quelques passages de la convention collective, aucune clause de rendez-vous n'est à prévoir.

Il est à ce titre rappelé que ladite convention fait l'objet d'un bilan tous les 5 ans, conformément à l'article L. 2222-5-1 du code du travail, nonobstant les différentes négociations menées au sein de la CPPNI de l'Industrie cimentière.

## **Article 5.2 | Notification, dépôt, extension, publicité**

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de demande d'extension par la partie la plus diligente conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et L. 2261-24 du code du travail.

Par référence à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties rappellent que le présent avenant, de par son objet et son contenu, a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille.

Les modalités de publicité du présent avenant, sont soumises aux dispositions de l'article L. 2231-5-1 du code du travail.

## **Article 5.3 | Révision et dénonciation**

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par l'article L. 2261-9 du code du travail.

Conformément aux articles L. 2261-7 à L. 2261-8 du code du travail, le présent avenant pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou de plusieurs organisations visées à l'article L. 2261-7 précité. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des organisations syndicales et patronales représentatives afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

*Fait à Paris-La Défense, le 20 juillet 2020.*

(Suivent les signatures.)